RÊVONS
D'UN NOUVEAU MONDE,
RESPONSABLE DE
SON ENVIRONNEMENT...

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET SOCIAUX

AU 30 JUIN 2019

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا

ⴱⵎⵙⵉⵓ ⴱⴰⵏⴽ ⵓⴼ ⴰⴼⵔⵉⴽⴰ

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Les comptes consolidés au 30 juin 2019 ont été préparés en tenant compte de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2019 de deux nouvelles normes IFRS :

- L'interprétation IFRIC 23 qui précise la manière dont les incertitudes liées aux impôts sur le résultat doivent être présentées dans les comptes annuels du Groupe.
- La norme IFRS 16 qui modifie la comptabilisation des contrats de location.

L'interprétation IFRIC 23 :

Cette interprétation vient compléter la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » qui contient des dispositions relatives à la reconnaissance et à l'évaluation des passifs ou actifs d'impôts, courants ou différés.

Cette interprétation traite des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat. L'interprétation s'applique à la détermination des éléments liés à l'impôt sur le résultat, lorsqu'il y a une incertitude sur les traitements retenus par une entité en la matière, au regard des dispositions fiscales applicables. Le risque fiscal provient, par nature, de l'incertitude liée à une position fiscale retenue par l'entité et qui pourrait être remise en cause par l'administration fiscale.

Deux options de transition sont possibles pour appliquer l'interprétation, de manière :

- Totalement rétrospective sous réserve que la société dispose de l'information nécessaire sans tenir compte des circonstances survenues au fil du temps ; ou
- Partiellement rétrospective, en comptabilisant l'impact cumulé dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice au cours duquel l'interprétation est appliquée pour la première fois. Dans ce cas, l'information comparative du premier exercice d'application n'est pas retraitée.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a choisi la méthode de transition partiellement rétrospective pour cette interprétation en comptabilisant l'impact cumulé dans les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2019.

La norme IFRS 16 :

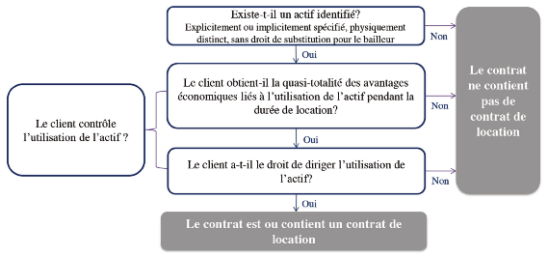
La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée ainsi que la charge d'intérêt sur la dette. Ce traitement, actuellement appliqué aux contrats de location-financement, sera ainsi étendu aux contrats de location simple.

• Options retenues :

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a choisi comme méthode de transition l'approche rétrospective modifiée pour laquelle la dette locative correspond au montant actualisé des loyers restant à la date de première application (01/01/2019) avec un droit d'utilisation reconnu à l'actif d'un montant équivalent à cette même date. En conséquence, le Groupe n'enregistre pas d'impact capitaux propres au titre de la première application d'IFRS 16.

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :



Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

• La durée retenue :

La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Ainsi, les durées appliquées dépendent des types de biens :

- Pour les baux commerciaux, une durée de 9 ans en moyenne a été retenue ;
- Pour les baux à usage d'habitation, une durée de 3 ans ;
- Pour les véhicules en LLD, la durée retenue est celle du contrat.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 30 juin 2019, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprises

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition .

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels indentifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Évaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparait un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité, la juste valeur étant le prix de vente d'une UGT à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur , qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI »);
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié:

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Le classement d'un instrument de dette dans l'une des catégories d'actifs financiers est fonction du modèle de gestion qui lui est appliqué par l'entreprise et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère SPPI). Les instruments de dette qui répondent au critère SPPI et au modèle de gestion « Collecte » sont classés au coût amorti. Si le critère SPPI est vérifié mais le modèle de gestion est la collecte et la vente, l'instrument de dette est classé en juste valeur par capitaux propres (avec recyclage). Si le critère SPPI n'est pas vérifié et si le modèle de gestion est autre, l'instrument de dette est classé en juste valeur par résultat.

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- passif financier au coût amorti ;
- passif financier à la juste valeur par résultat ;
- passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat:

- dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat «Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables» lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues.

Le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut tel que défini dans la circulaire 19G, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Un actif financier est également considéré comme ayant subi une dégradation significative du risque de crédit lorsque l'un ou plusieurs des critères ci-après sont remplis :

- Actif financier sous surveillance (« Watchlist »)
- Restructuration pour difficultés de paiement sans pour autant être en défaut
- Existence d'impayés,
- Changements significatifs défavorables des conditions économiques, commerciales ou financières dans lesquelles opère l'emprunteur,
- Risques identifiés de difficultés financières, etc.

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Le calcul des dépréciations s'appuie sur trois paramètres principaux :

• Probabilités de défaut (PD) :

La probabilité de Défaut (PD) représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut sur ses engagements financiers pendant les 12 prochains mois ou sur la maturité résiduelle du contrat (PD à maturité). La PD est la probabilité que les emprunteurs fassent défaut à un horizon donné t. La PD utilisée pour l'estimation des pertes attendues en vertu des principes de la norme IFRS9 est calculée pour chaque classe homogène de risque.

Pour les actifs financiers qui sont dans le « Bucket 1 » (i.e. sains non sensibles), une PD à 12 mois est calculée soit la probabilité de défaut pouvant survenir dans les 12 mois suivant la date d'arrêté.

Pour les actifs financiers du « Bucket 2 » (i.e. sains sensibles), une PD à maturité est calculée et, par définition, les actifs financiers du « Bucket 3 » (i.e. défauts) ont une PD de 1.

Afin de calculer la PD à un an pour un dossier donné, BMCE Bank a réparti les dossiers des portefeuilles en classes homogènes de risque qui sont segmentés sur la base de notes externes ou sur la base de classes d'impayés.

La PD à maturité est calculée en appliquant des matrices de transition à la PD à un an, telle que cette PD résulte des systèmes de notation externes ou des classes d'impayés. Les matrices de transition sont déterminées en modélisant comment le défaut se développe entre la date de comptabilisation initiale et la maturité des contrats, et ce pour chaque portefeuille. Les matrices de transition sont élaborées sur la base des observations statistiques.

• Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut (LGD) représente la perte attendue au titre de l'exposition qui serait en défaut. La perte en cas de défaut s'exprime en pourcentage de l'EAD et se calcule à partir des taux de récupérations globales (TRG). L'évaluation des TRG se fait par classe homogène de risque et par garantie, en se basant sur l'historique de récupération.

Pour les gros dossiers en difficultés, lorsque la modélisation sur base statistique n'est pas possible (nombre d'observations réduits, caractéristiques particulières etc..), les flux de trésorerie futurs de récupération sont estimés par la filiale de recouvrement du Groupe BMCE Bank et la LGD correspond à la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts) estimés.

- **Exposition en cas de défaut (EAD : Exposure at default)**

Elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle. Elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle.

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces trois paramètres.

Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking).

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique a été effectué sur la base des études macro-économiques fournies par les experts sectoriels internes. Ces études ont permis d'impacter à dires d'experts les PD (à la hausse ou à la baisse en fonction des perspectives) sur un horizon de trois ans. La prise en compte d'autres indicateurs macro-économiques est en cours de mise en œuvre.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
  - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
  - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 30 juin 2019, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat».

h. Évaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Afica

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté annuel par le biais de cabinets externes.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et« Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Les contrats de location simple sont désormais régis par la Norme IFRS 16 (c.f paragraphe 1.1.1).

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 30 juin 2019 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation…) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture…) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

EY
Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca
Maroc

KPMG
11. Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 Rabat
Maroc

GROUPE BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE
CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2019

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de BMCE BANK OF AFRICA et ses filiales (Groupe BMCE BANK OF AFRICA) comprenant l'état de la situation financière consolidé, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés, l'état de variation des capitaux propres consolidés et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 23.675.568, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.636.215.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dations, pour un montant total de 4,8 milliards de dirhams au 30 juin 2019. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 30 juin 2019.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 30 juin 2019, conformément aux Normes Comptables Internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

KPMG
Fouad LAHGAZI
Associé

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	30/06/2019	31/12/2018	k€	k$
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 156 071	14 310 554	1 207	1 374
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat				
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	*35 785 807*	*25 104 686*	*3 284*	*3 739*
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	*876 278*	*1 011 536*	*80*	*92*
Instruments dérivés de couverture				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				
- Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	*1 335 974*	*1 402 639*	*123*	*140*
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	*4 249 633*	*3 986 053*	*390*	*444*
Titres au coût amorti	30 082 601	25 315 848	2 761	3 143
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	17 245 480	21 250 394	1 583	1 802
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	182 479 262	179 302 874	16 748	19 064
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux				
Placements des acitivités d'assurance				
Actif d'impôt exigible	547 436	783 556	50	57
Actif d'impôt différé	1 811 918	1 615 532	166	189
Comptes de régularisation et autres actifs	7 276 574	7 199 267	668	760
Actifs non courants destinés à être cédés				
Participations dans les entreprises mises en équivalence	865 042	874 360	79	90
Immeubles de placement	3 803 176	3 730 378	349	397
Immobilisations corporelles	9 091 301	7 640 031	834	950
Immobilisations incorporelles	1 136 682	987 571	104	119
Ecart d'acquisition	1 032 114	1 032 114	95	108
TOTAL ACTIF IFRS	310 775 349	295 547 393	28 523	32 468

En milliers de DH

PASSIF IFRS	30/06/2019	31/12/2018	k€	k$
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat				
- Passifs financiers détenus à des fins de transactions				
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture				
Titres de créance émis	14 340 289	13 582 981	1 316	1 498
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	51 216 495	43 725 210	4 701	5 351
Dettes envers la clientèle	194 589 893	192 474 205	17 859	20 329
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux				
Passif d'impôt courant	1 094 958	769 014	100	114
Passif d'impôt différé	1 162 223	1 179 765	107	121
Comptes de régularisation et autres passifs	14 087 099	9 350 024	1 293	1 472
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés				
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance				
Provisions pour risques et charges	1 120 598	1 039 395	103	117
Subventions - fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie				
Dettes subordonnées	9 488 226	9 585 289	871	991
TOTAL DETTES	287 099 781	271 705 883	26 350	29 994
Capitaux propres				
Capital et réservers liées	14 817 453	14 365 774	1 360	1 548
Réserves consolidées				
- Part du groupe	1 823 885	1 584 607	167	191
- Part des minoritaires	4 281 927	3 977 575	393	447
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
- Part du groupe	*605 481*	*593 531*	*56*	*63*
- Part des minoritaires	*510 607*	*511 300*	*47*	*53*
Résultat de l'exercice				
- Part du groupe	*1 170 430*	*1 831 171*	*107*	*122*
- Part des minoritaires	*465 785*	*977 552*	*43*	*49*
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23 675 568	23 841 510	2 173	2 473
TOTAL PASSIF IFRS	310 775 349	295 547 393	28 523	32 468

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers de DH

Compte de Résultat IFRS	juin-19	juin-18
Intérêts et produits assimilés	7 419 178	7 260 430
Intérêts et charges assimilées	-2 556 964	-2 608 376
MARGE D'INTÉRÊT	**4 862 214**	**4 652 054**
Commissions perçues	1 492 146	1 443 194
Commissions servies	-208 136	-211 832
MARGE SUR COMMISSIONS	**1 284 010**	**1 231 362**
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeurs par résultat	311 607	125 725
Gains ou pertes nettes sur actifs/passifs de transactions	*298 894*	*123 467*
Gains ou pertes nettes sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	*12 713*	*2 258*
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	214 674	197 171
Gains ou pertes nettes sur instruments de dettes comptabilisés en CP recyclables	*12 611*	
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables	*202 063*	*197 171*
Gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs fiancier à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers par CP en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produit net des autres activités	559 923	525 574
Charges des autres activités	-253 875	-231 943
PRODUIT NET BANCAIRE	**6 978 553**	**6 499 943**
Charges générales d'exploitation	-3 391 472	-3 442 863
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-463 010	-305 167
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**3 124 071**	**2 751 913**
Coût du risque	-872 271	-648 891
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**2 251 800**	**2 103 022**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	42 787	20 390
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-8 378	44 281
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	**2 286 209**	**2 167 693**
Impôt sur les résultats	-649 994	-541 841
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou encore en cession		
RÉSULTAT NET	**1 636 215**	**1 625 852**
Résultat Hors-groupe	465 785	500 697
Résultat net - Part du groupe	**1 170 430**	**1 125 155**

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	juin-19	juin-18
Résultat net	**1 636 215**	**1 625 852**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	**63 759**	**15 676**
Écarts de conversion	63 759	15 676
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Ecarts de réévaluation		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	**37 841**	**23 945**
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis		
Eléments évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	37 841	23 945
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**101 600**	**39 621**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**1 737 815**	**1 665 473**
Part du groupe	1 237 967	1 167 967
Part des intérêts minoritaires	499 848	497 506

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 30/06/2019

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2017 corrigés	**1 794 634**	**11 953 769**		**5 409 550**	**-449 872**	**18 708 081**	**5 976 343**	**24 684 424**
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2017	**1 794 634**	**11 953 769**		**5 409 550**	**-449 872**	**18 708 081**	**5 976 343**	**24 684 424**
Opérations sur capital		617 371		-617 371				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-563 957	-1 461 274
Résultat de l'exercice				**1 831 171**		**1 831 171**	**977 552**	**2 808 723**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					-409	-409	-371	-780
Ecarts de conversion					-40 068	-40 068	-42 226	-82 295
Gains ou pertes latents ou différés					**-40 478**	**-40 478**	**-42 597**	**-83 075**
Variation de périmètre				**194 375**		**194 375**	**257 949**	**452 325**
Autres variations				**153 346**		**153 346**	**-126 372**	**26 974**
Capitaux propres clôture 31.12.2018	**1 794 634**	**12 571 140**		**4 499 659**	**-490 350**	**18 375 083**	**5 466 427**	**23 841 511**
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres d'ouverture 01.01.2019	**1 794 634**	**12 571 140**		**4 499 659**	**-490 350**	**18 375 083**	**5 466 427**	**23 841 511**
Opérations sur capital		451 679		-451 679				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-599 603	-1 496 920
Résultat de l'exercice				**1 170 430**		**1 170 430**	**465 785**	**1 636 215**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					37 061	37 061		37 061
Ecarts de conversion					-10 002	-10 002	-8 534	-18 536
Gains ou pertes latents ou différés					**27 059**	**27 059**	**-8 534**	**18 525**
Variation de périmètre								
Autres variations				**-258 006**		**-258 006**	**-65 756**	**-323 762**
Capitaux propres clôture 30.06.2019	**1 794 634**	**13 022 819**		**4 063 087**	**-463 291**	**18 417 249**	**5 258 319**	**23 675 569**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
Résultat avant impôts	**2 286 210**	**3 652 296**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	464 106	630 876
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	27 037	-15 026
+/- Dotations nettes aux provisions	73 544	1 523 643
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-42 349	-61 366
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-743 209	-465 450
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-803 309	470 864
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**-1 024 180**	**2 083 541**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 909 310	217 244
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-5 559 968	-7 885 804
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-11 720 020	10 541 583
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	5 924 347	-4 878 370
- Impôts versés	-502 105	-641 628
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**-3 948 436**	**-2 646 975**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**-2 686 406**	**3 088 862**
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente	350 661	-418 474
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-85 526	95 806
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-677 618	-477 724
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-412 483**	**-800 392**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-1 542 052	-949 034
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	788 254	-5 109 235
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-753 798**	**-6 058 269**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-20 893	-248 827
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**-3 873 580**	**-4 018 626**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**16 989 829**	**21 008 455**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 310 554	14 490 894
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 679 275	6 517 561
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**13 116 249**	**16 989 829**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	13 156 071	14 310 554
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-39 822	2 679 275
Variation de la trésorerie nette	**-3 873 580**	**-4 018 626**

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	juin-19			juin-18		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**5 283 341**	**1 360 701**	**3 922 640**	**5 387 169**	**1 446 759**	**3 940 410**
Comptes et prêts/emprunts	4 946 618	1 347 144	3 599 474	5 044 918	1 426 006	3 618 912
Opérations de pensions		13 557	-13 557		20 753	-20 753
Opérations de location-financement	336 723		336 723	342 251		342 251
Opérations interbancaires	**636 005**	**793 851**	**-157 846**	**471 409**	**662 229**	**-190 820**
Comptes et prêts/emprunts	524 064	639 254	-289 452	364 901	654 353	-289 452
Opérations de pensions	111 941	154 597	98 632	106 508	7 876	98 632
Emprunts émis par le Groupe		**402 412**	**-402 412**		**499 389**	**-499 389**
Instruments à la juste valeur sur capitaux propres						
Instruments de dette	**1 499 832**		**1 499 832**	**1 401 853**		**1 401 853**
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	**7 419 178**	**2 556 964**	**4 862 214**	**7 260 430**	**2 608 376**	**4 652 054**

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	juin-19			juin-18		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**1 082 447**	**99 561**	**982 886**	**1 066 522**	**80 823**	**985 699**
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	735 416		735 416	821 845		821 845
- sur titres	104 211	31 792	72 419	113 185	36 979	76 206
- de change	242 820	67 769	175 051	131 492	43 844	87 648
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	**409 699**	**108 575**	**301 124**	**376 672**	**131 009**	**245 663**
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	200 159	38 641	161 518	174 006	38 179	135 827
Assurance						
Autres	209 540	69 934	139 606	202 666	92 830	109 836
Produits nets de commissions	**1 492 146**	**208 136**	**1 284 010**	**1 443 194**	**211 832**	**1 231 362**

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	juin-19	juin-18
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**4 412**	
Plus-values de cession	4 412	
Moins-value de cession		
Autres	**-12 790**	**44 281**
Gains ou pertes sur autres actifs	**-8 378**	**44 281**

COÛT DU RISQUE

En milliers de DH

	30/06/2019
Dotations nettes aux dépréciations	**-42 973**
Bucket 1	**-51 938**
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	*1 715*
Dont Prêts et créances à la clientèle	*48 353*
Dont Engagements hors bilan	*-28 764*
Dont Instruments de dettes	*-72 439*
Dont Instruments de dettes comptabilés à la JV par CP Recyclable	*-803*
Bucket 2	**82 348**
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	
Dont Prêts et créances à la clientèle	*83 474*
Dont Engagements hors bilan	*-1 613*
Dont Instruments de dettes	*487*
Dont Instruments de dettes comptabilés à la JV par CP Recyclable	
Bucket 3	**-73 383**
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	
Dont Prêts et créances à la clientèle	*-71 110*
Dont Engagements hors bilan	*-2 273*
Dont Instruments de dettes	
Dont Instruments de dettes comptabilés à la JV par CP Recyclable	
Récupérations sur créances amorties	**30 982**
Pertes sur créances irrécouvrables	**-822 913**
Autres	**-37 367**
Coût du risque	**-872 271**

INFORMATION SECTORIELLE

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôle d'activité :

- Banque au Maroc : BMCE Bank Activité Maroc
- Gestion d'actif : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion,
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrébail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : BMCE International Holding, Banque de développement du Mali, LCB Bank, BOA Group.

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	juin-19						juin-18					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
Marge d'Intérêt	2 006 550	42 520	343 903	-7 588	2 476 829	4 862 214	2 058 116	-9 636	322 014	-7 314	2 288 874	4 652 054
Marge sur commissions	606 449	77 309	12 739		587 513	1 284 010	565 746	84 981	7 710		572 925	1 231 362
Produits nets bancaires	2 971 999	168 147	361 862	58 465	3 418 080	6 978 553	2 716 513	181 639	333 456	70 059	3 198 276	6 499 943
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 600 306	-130 579	-131 129	-38 743	-1 953 725	(3 854 482)	-1 547 173	-136 964	-115 027	-43 782	-1 905 084	(3 748 030)
Résultat Brut d'exploitation	1 371 693	37 568	230 733	19 722	1 464 355	3 124 071	1 169 340	44 675	218 429	26 277	1 293 192	2 751 913
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-326 151	-23 084	-82 418	-6 611	-211 730	(649 994)	-267 247	-27 281	-75 113	-7 628	-164 572	(541 841)
Résultat Part du groupe	565 437	62 919	65 787	-5 091	481 378	1 170 430	490 635	65 314	80 697	460	488 049	1 125 155

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	juin-19						déc-18					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
TOTAL BILAN	**190 593 402**	**1 053 129**	**17 517 856**	**247 421**	**101 363 541**	**310 775 349**	**178 593 133**	**863 975**	**17 876 020**	**200 249**	**98 014 015**	**295 547 392**
ELEMENTS D'ACTIF												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 562 726	7 443	20 768	22 550	2 972 120	5 585 607	2 325 525	6 823	19 618	22 550	3 014 176	5 388 692
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	115 474 732	49	15 747 273		51 257 208	182 479 262	112 536 900	70	16 132 363		50 633 541	179 302 874
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat	35 785 805	130 700	861		744 719	36 662 085	25 104 686	97 566	861		913 109	26 116 222
Titres au coût amorti	4 778 835				25 303 766	30 082 601	3 832 558				21 483 289	25 315 847
ELEMENTS DU PASSIF												
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	**127 387 057**		**949 465**		**66 253 371**	**194 589 893**	**128 441 420**		**895 925**		**63 136 860**	**192 474 205**
FONDS PROPRES	**14 875 610**	**362 914**	**1 548 761**	**(162 087)**	**7 050 370**	**23 675 568**	**14 761 599**	**363 228**	**1 730 403**	**(132 498)**	**7 118 779**	**23 841 511**

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE

MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et la surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le Comité de Pilotage et de Gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

La Direction Générale Risques Groupe, à travers les Pôles Management des Risques Groupe, Analyse des Engagements, Surveillance des Engagements, et Risques sur Contreparties Afrique & Projets Transverses assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en oeuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
  - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
  - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux process de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
  - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
  - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
  - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troïka".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, la Direction Générale Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

La Direction Générale Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, la Direction Générale Risques Groupe est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles);
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupes.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne dédié aux entreprises (GE & PME) est déployé au niveau du réseau commercial.

Parallèlement, la banque dispose d'un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation dédié au segment « Retail ». Son implémentation a été réalisée au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la banque.

BMCE Bank of Africa dispose également de grilles de score pour les MRE, professionnels, et TPE. Ces grilles sont déployées au niveau du SI de la Banque.

RISQUE DE MARCHE

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa s'articule autour de deux axes principaux:

limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit:

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scenarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer en faisant appel à un ensemble de simulations de *stress testing*, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport à la MNI prévisionnelle.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen, long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un évènement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des évènements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), Coordinateurs Risques Opérationnels et Relais Risques Opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour l'atténuation de l'exposition aux risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Responsabilité sociale et environnementale

Les enjeux RSE font partie intégrante du dispositif de gestion des risques opérationnels, à travers une démarche de gestion d'identification, d'analyse et d'évaluation et de suivi de cette typologie de risques.

Les systèmes d'identification, de mesure d'analyses internes des risques RSE sont désormais étroitement liés à la gestion quotidienne des risques opérationnels.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le *Stress Testing* consiste à analyser les différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant les activités du groupe et qui touchent aux volets crédits, marché et risque pays. Il vise d'une part à renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuelles situations de risque, et d'autre part à permettre une meilleure allocation des fonds propres.

Le Groupe BMCE Bank of Africa intègre le *stress testing* comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de *stress test* sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

PLAN DE REDRESSEMENT DE CRISE INTERNE -PRCI- :

Dans le cadre des nouvelles dispositions de la circulaire 4/W/2017 de Bank Al Maghrib relative à la mise en place du Plan de Redressement de Crise Interne (PRCI), BMCE BANK OF AFRICA a pris les dispositions nécessaires afin de se conformer à cette réglementation.

Ce dispositif de prévention a pour objet d'évaluer la résilience du Groupe BMCE BANK OF AFRICA, en tant qu'établissement systémique, en cas de crise extrême et d'identifier les leviers pour rétablir sa viabilité sur les volets solvabilité, liquidité, qualité des actifs et rentabilité. Aussi, les différents risques auxquels le groupe est exposé, ont été couverts par ce PRCI, à savoir : le risque de crédit, le risque de marché, le risque pays, les risques de gestion du bilan, les risques opérationnels, le risque de cybercriminalité, le risque de non-conformité et le risque de réputation.

Les travaux menés ont abouti à la définition du périmètre pouvant être sujet à une crise majeure (entités significatives, activités fondamentales ou encore fonctions critiques). Des scenarii de crises ont été définis, et ont fait l'objet de simulation et de calculs d'impact.

Ainsi, pour chaque impact estimé, des mesures de rétablissement ont été définies avec pour objectifs de restaurer la viabilité financière de la banque via des leviers préalablement identifiés et quantifiés.

S'agissant du processus de pilotage du PRCI, celui-ci s'inscrit dans un workflow défini en fonction du seuil atteint par nos indicateurs de pilotage et de suivi. Une gouvernance dédiée au PRCI a été mise en place s'appuyant sur une cellule de crise et un responsable PRCI relevant de l'organe de direction a été désigné.

Aussi, ce plan a fait l'objet d'une actualisation annuelle conformément aux dispositions réglementaires en la matière. L'objectif étant d'en faire un véritable levier de prévention des risques.

ACITFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	30/06/2019			31/12/2018		
	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
Titres de créance négociables	**13 960 537**		**13 960 537**	**7 850 145**		**7 850 145**
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	12 821 528		12 821 528	7 577 675		7 577 675
Autres titres de créances négociables	1 139 009		1 139 009	272 470		272 470
Obligations	**1 464 332**		**1 464 332**	**1 432 273**		**1 432 273**
Obligations d'Etat	729 418		729 418	999 176		999 176
Autres obligations	734 914		734 914	433 096		433 096
Actions et autres titres à revenu variable	**20 351 135**	**876 278**	**21 227 413**	**15 832 484**	**1 011 536**	**16 844 020**
Opérations de pension						
Prêts						
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	**9 802**		**9 802**	**-10 215**		**-10 215**
Instruments dérivés de cours de change	9 802		9 802	-10 215		-10 215
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	**35 785 807**	**876 278**	**36 662 085**	**25 104 686**	**1 011 536**	**26 116 222**
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
Passifs financiers en valeur de marché par resultat						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts						
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions						
Instruments dérivés de cours de change						
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebankofafrica.ma

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 335 974	13 677	977	1 402 639	901	17 345
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	4 249 633	1 641 529	539 000	3 986 053	1 582 357	545 052

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	30-juin-19	31-déc-18
Comptes à vue	4 699 310	7 339 328
Prêts	12 453 371	13 968 918
Dont prêts de tresorerie JJ	*148 398*	*304 165*
Opérations de pension	187 300	37 630
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	**17 339 981**	**21 345 876**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-94 501	-95 482
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	**17 245 480**	**21 250 394**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30-juin-19	31-déc-18
Comptes à vue	3 767 789	2 905 998
Emprunts	30 062 864	28 317 243
Dont emprunt de tresorerie JJ	*3 013 170*	*1 047 509*
opérations de pension	17 385 842	12 501 969
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**51 216 495**	**43 725 210**

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	30-juin-19	31-déc-18
Comptes ordinaires débiteurs	22 650 727	22 879 106
Prêts consentis à la clientèle	147 674 375	145 939 070
Opérations de pension	11 622 465	9 815 519
Opérations de location-financement	14 357 707	14 594 299
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	**196 305 274**	**193 227 994**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-13 826 012	-13 925 120
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	**182 479 262**	**179 302 874**

VENTILATION DES PRÊTS & CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DES DÉPRECIATIONS PAR BUCKET

En milliers de DH

	30/06/2019							
	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 336 642**			**1 336 642**	**668**			**668**
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 336 642			1 336 642	668			668
Actifs Financiers au coût amorti	**210 653 106**	**16 675 956**	**16 623 530**	**243 952 592**	**1 469 776**	**2 149 375**	**10 526 098**	**14 145 249**
Prêts et créances sur les établissments de crédit	17 274 358		65 623	17 339 981	30 890		63 611	94 501
Prêts et créances sur la clientèle	163 172 023	16 575 344	16 557 907	196 305 274	1 215 040	2 148 485	10 462 487	13 826 012
Titres de dettes	30 206 725	100 612		30 307 337	223 846	890		224 736
Total Actif	**211 989 748**	**16 675 956**	**16 623 530**	**245 289 234**	**1 470 444**	**2 149 375**	**10 526 098**	**14 145 917**
Total Hors Bilan	**41 587 663**	**322 634**	**140 759**	**42 051 056**	**194 602**	**3 181**	**114 637**	**312 420**

	31/12/2018							
	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 403 746**			**1 403 746**	**1 107**			**1 107**
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 403 746			1 403 746	1 107			1 107
Actifs Financiers au coût amorti	**206 823 803**	**17 375 491**	**15 839 314**	**240 038 608**	**1 441 164**	**2 235 683**	**10 492 645**	**14 169 492**
Prêts et créances sur les établissments de crédit	21 282 989		62 887	21 345 876	32 606		62 876	95 482
Prêts et créances sur la clientèle	160 551 174	16 900 393	15 776 427	193 227 995	1 263 393	2 231 959	10 429 769	13 925 121
Titres de dettes	24 989 640	475 097		25 464 737	145 165	3 724		148 889
Total Actif	**208 227 549**	**17 375 491**	**15 839 314**	**241 442 354**	**1 442 271**	**2 235 683**	**10 492 645**	**14 170 599**
Total Hors Bilan	**41 302 875**	**167 523**	**143 605**	**41 614 003**	**165 838**	**1 568**	**122 802**	**290 209**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30-juin-19	31-déc-18
Comptes ordinaires créditeurs	105 931 608	104 025 228
Comptes à terme	35 362 242	35 272 676
Comptes d'épargne	37 773 418	36 360 381
Bons de caisse	5 399 699	6 216 003
Opérations de pension	805 422	914 037
Autres comptes crediteurs	9 317 504	9 685 880
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	**194 589 893**	**192 474 205**

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	30-juin-19			31-déc-18		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	**15 631 749**	**6 540 448**	**9 091 301**	**13 776 687**	**6 136 656**	**7 640 031**
Terrains et constructions	5 443 988	481 660	4 962 328	3 844 214	261 415	3 582 799
Equipement, Mobilier, Installations	4 373 189	2 822 801	1 550 388	4 349 154	2 731 219	1 617 935
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	5 814 572	3 235 987	2 578 585	5 583 319	3 144 022	2 439 297
Immobilisations incorporelles	**2 280 008**	**1 143 326**	**1 136 682**	**2 083 805**	**1 096 234**	**987 571**
Logiciels informatiques acquis	1 489 547	909 385	580 162	1 346 753	872 690	474 063
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	790 461	233 941	556 520	737 052	223 544	513 508
Immeubles de placements	**3 918 483**	**115 307**	**3 803 176**	**3 822 825**	**92 447**	**3 730 378**

VARIATION DU DROIT D'UTILISATION

Variation du droit d'utilisation	01-Janv-19	Augmentations	Diminutions	Autres	30-Juin-19
Immobilier					
Valeur brute	1 343 300	46 802	-1 506		1 388 596
Amortissements et dépréciations		-116 665	1 506		-115 158
Total Immobilier	**1 343 300**	**-69 862**			**1 273 438**
Mobilier					
Valeur brute					
Amortissements et dépréciations					
Total mobilier					
Total droit d'utilisation	**1 343 300**	**-69 862**			**1 273 438**

VARIATION DE LA DETTE LOCATIVE

Variation de la dette locative	01-Janv-19	Augmentations	Diminutions	Autres	30-Juin-19
Dette locative	1 343 300	53 564	-137 626		1 259 238
Total dette locative	**1 343 300**	**53 564**	**-137 626**		**1 259 238**

CHARGES DES CONTRATS DE LOCATION

Détail des charges des contrats de location	30-Juin-19
Charges d'intérêts sur les dettes locatives	-23 118
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	-116 665

ACTIF AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION

Actifs au titre de droits d'utilisation (preneur)	30-Juin-19	31-Dec-18
Immobilisations corporelles	9 091 301	7 640 031
Dont droits d'utilisation	1 273 438	

PASSIF AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE

Passifs au titre de la dette locative	30-Juin-19	31-Dec-18
Compte de régularisation et autres passifs	14 087 099	9 350 024
Dont dette locative	1 259 238	

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	30-juin-19	31-déc-18
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	**1 039 395**	**1 087 637**
Dotations aux provisions	133 848	109 315
Reprises de provisions	-40 250	-152 609
Autres mouvements	-12 395	-4 947
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	**1 120 598**	**1 039 395**

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2019	30/06/2018
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 170 431 617	1 125 194 865
Résultat par Action (EN MAD)	6,52	6,27
Résultat dilué par Action (EN MAD)	6,52	6,27

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	60,79%	60,79%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,85%	72,85%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
OPERATION GLOBAL SERVICE	Services Back-Office Bancaire	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E
BANK AL TAMWIL WAL INMAA	Banque Participative	51,00%	51,00%	M E E

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2019

www.ir-bmcebankofafrica.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux	**5 546 302**	**5 625 922**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**17 074 589**	**20 645 443**
. A vue	5 042 827	5 076 685
. A terme	12 031 762	15 568 758
Créances sur la clientèle	**113 438 144**	**109 721 074**
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	34 013 740	33 015 606
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	21 867 348	21 811 901
. Crédits et financements participatifs immobiliers	40 617 369	40 456 856
. Autres crédits et financements participatifs	16 939 687	14 436 711
Créances acquises par affacturage	**2 213 950**	**2 515 204**
Titres de transaction et de placement	35 827 056	25 180 944
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	14 053 446	8 643 121
. Autres titres de créance	1 306 670	610 039
. Titres de propriété	20 371 640	15 832 484
. Certificats de Sukuks	95 300	95 300
Autres actifs	**3 592 048**	**4 205 962**
Titres d'investissement	**4 734 079**	**3 770 452**
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 152 264	1 453 364
. Autres titres de créance	2 581 815	2 317 088
. Certificats de Sukuks		
Titres de participation et emplois assimilés	**10 349 757**	**10 719 322**
. Participation dans les entreprises liées	8 287 589	8 121 778
. Autres titres de participation et emplois assimilés	2 062 168	2 597 544
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées	**201 338**	**198 469**
Dépôts d'investissement placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**171 399**	**151 266**
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	**365 303**	**232 960**
Immobilisations corporelles	**5 401 883**	**5 143 410**
TOTAL DE L'ACTIF	**198 915 851**	**188 110 428**

En milliers de DH

PASSIF	30/06/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**28 887 082**	**19 869 938**
. A vue	4 795 417	1 441 442
. A terme	24 091 665	18 428 496
Dépôts de la clientèle	**127 407 997**	**128 759 406**
. Comptes à vue créditeurs	74 957 068	74 862 064
. Comptes d'épargne	24 058 763	23 519 703
. Dépôts à terme	22 707 735	23 982 912
. Autres comptes créditeurs	5 684 431	6 394 727
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	**8 758 694**	**8 595 966**
. Titres de créance négociables émis	8 258 694	8 095 966
. Emprunts obligataires émis	500 000	500 000
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	**7 538 742**	**4 727 486**
Provisions pour risques et charges	**958 744**	**863 291**
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	**9 488 227**	**9 584 871**
Dépôts d'investissement reçus		
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	**13 022 822**	**12 571 143**
Capital	**1 794 634**	**1 794 634**
Actionnaires.Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	**75**	**37**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 058 834**	**1 343 654**
TOTAL DU PASSIF	**198 915 851**	**188 110 428**

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES	**24 795 919**	**22 457 705**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 067	628 306
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 351 690	4 828 204
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 369 398	3 587 105
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 797 191	10 295 288
Titres achetés à réméré	78 357	78 357
Autres titres à livrer	6 198 216	3 040 445
ENGAGEMENTS RECUS	**15 989 743**	**18 181 253**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	14 260 013	16 072 674
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	1 721 760	1 892 562
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	7 970	216 017
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	30/06/2019	30/06/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**5 472 291**	**5 581 629**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	357 910	275 836
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèe	2 713 413	2 806 336
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	235 149	256 248
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	623 544	641 407
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	8 307	6 505
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	614 633	578 318
Autres produits bancaires	919 335	1 016 979
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 007 134**	**2 290 535**
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	565 283	424 156
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	659 450	737 679
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	120 684	211 955
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	5 233	5 233
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	656 484	911 511
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	**3 465 157**	**3 291 094**
Produits d'exploitation non bancaire	125 284	36 902
Charges d'exploitation non bancaire	27 470	5 666
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1 741 142**	**1 743 513**
Charges de personnel	769 009	738 696
Impôts et taxes	64 614	61 482
Charges externes	771 446	810 134
Autres charges générales d'exploitation	5 799	4 818
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	130 274	128 383
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1 218 257**	**535 740**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	446 482	510 520
Pertes sur créances irrécouvrables	670 074	16 522
Autres dotations aux provisions	101 701	8 698
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**795 161**	**207 911**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	774 311	203 019
Récupérations sur créances amorties	16 112	3 294
Autres reprises de provisions	4 738	1 598
RESULTAT COURANT	**1 398 733**	**1 250 988**
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1 398 733**	**1 250 988**
Impôts sur les résultats	339 899	246 156
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 058 834**	**1 004 832**

(-) signifie moins
(+) signifie plus

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2019

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

EY
Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca
Maroc

KPMG
11, Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 Rabat
Maroc

BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE PERIODE DU 1er JANVIER AU 30 JUIN 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de BMCE BANK OF AFRICA comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 25.364.592, dont un bénéfice net de KMAD 1.058.834, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dations, pour un montant total de 4,8 milliards de dirhams au 30 juin 2019. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 30 juin 2019.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 30 juin 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

KPMG
Fouad LAHGAZI
Associé

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	30/06/2019	30/06/2018
(+) Intérêts et produits assimilés	3 306 472	3 338 419
(-) Intérêts et charges assimilées	1 345 418	1 373 790
MARGE D'INTERET	**1 961 054**	**1 964 629**
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	8 307	6 506
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	5 233	5 233
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	**3 074**	**1 273**
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)		
(+) Commissions perçues	735 714	686 319
(-) Commissions servies	162 726	152 234
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	**572 988**	**534 085**
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	362 469	219 466
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-20 253	-33 130
(+) résultat des opérations de charge	139 182	165 363
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-43 324	-64 840
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	**438 075**	**286 859**
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
(+) Divers autres produits bancaires	623 544	641 407
(-) Diverses autres charges bancaires	133 578	137 159
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	**3 465 157**	**3 291 094**
(+) résultat des opérations sur immibilisations financières (2)	12 864	-1 092
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	112 123	36 902
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	26 910	5 248
(-) Charges générales d'exploitation	1 741 141	1 743 513
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**1 822 093**	**1 578 143**
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-326 133	-320 728
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-97 227	-6 427
RESULTAT COURANT	**1 398 733**	**1 250 988**
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	339 899	246 156
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 058 834**	**1 004 832**

	30/06/2019	30/06/2018
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 058 834**	**1 004 832**
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	130 274	128 383
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)		960
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	84 556	7 300
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions (1)	264	286
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	46 574	3
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	13 161	
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	561	419
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**1 214 226**	**1 141 605**
(-) Bénéfices distribués		
(+) AUTOFINANCEMENT	**1 214 226**	**1 141 605**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	4 821 331	9 845 282
(+) Récupérations sur créances amorties	16 112	31 156
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	125 284	239 596
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	3 043 740	5 272 231
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	27 470	11 573
(-) Charges générales d'exploitation versées	1 741 142	3 346 158
(-) Impôts sur les résultats versés	339 899	519 477
I.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	**-189 524**	**966 595**
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 570 854	4 664 605
(+) Créances sur la clientèle	-3 415 816	5 864 886
(+) Titres de transaction et de placement	-10 646 112	8 709 160
(+) Autres actifs	613 914	-1 513 397
(-) Titres Moudaraba et Moucharaka		
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-20 133	-48 147
(+) Immobilisations données en Ijara		
(+) Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés		
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 017 144	-612 330
(+) Dépôts de la clientèle	-1 351 409	-7 055 739
(+) Dettes envers la clientèle sur financements participatifs		
(+) Titres de créance émis	162 728	-3 969 945
(+) Autres passifs	2 811 256	-4 283 400
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**742 426**	**1 755 693**
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	**552 902**	**2 722 288**
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières (1) (4)	540 582	200 175
(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (4)	69 010	465 442
(-) Acquisition d'immobilisations financières (1)	516 437	723 594
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	589 420	467 860
(+) Intérêts perçus	42 374	94 095
(+) Dividendes perçus	110 979	611 817
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**-342 914**	**180 076**
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
(+) Emission de dettes subordonnées		
(+) Dépôts d'investissement reçus		
(+) Emission d'actions		
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	96 644	1 862 311
(-) Dépôts d'investissement remboursés (2)		
(-) Intérêts versés	192 964	395 426
(-) Rémunérations versées sur dépôts d'investissement (3) (4)		
(-) Dividendes versés		897 317
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**-289 608**	**-3 155 054**
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	**-79 620**	**-252 690**
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**5 625 922**	**5 878 612**
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**5 546 302**	**5 625 922**

(1) Autres que les titres de Moucharaka et Moudaraba
(2) Y compris IRR utilisées
(3) Y compris PER utilisées
(4) Autres que ceux découlant des flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2019

www.ir-bmcebankofafrica.ma

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2019	Total 31/12/2018
Comptes ordinaires débiteurs	**4 506 048**	**302 120**	**766 123**	**2 511 851**	**8 086 142**	**10 668 714**
Valeurs reçues en pension		164 463			164 463	23 148
Au jour le jour						
A terme		164 463			164 463	23 148
Prêts de trésorerie			**1 921 689**	**3 182 289**	**5 103 978**	**4 906 563**
Au jour le jour				2 440 809	2 440 809	
A terme			1 641 034	1 022 135	2 663 169	4 906 563
Prêts financiers		**1 061 494**	**4 763 759**	**102 146**	**5 927 399**	**7 566 819**
Autres créances	**2 978 237**	**239 313**		**83 007**	**3 300 557**	**3 080 642**
Intérêts courus à recevoir	**433**	**23 119**	**7 730**	**5 067**	**36 348**	**25 474**
Créances en souffrance			**2 004**		**2 004**	**5**
TOTAL	**7 484 718**	**1 790 509**	**7 461 305**	**5 884 359**	**22 620 891**	**26 271 365**

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2019	Total 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	**247 150**	**1 145 170**	**21 965 302**	**1 827 093**	**25 184 715**	**23 799 428**
Comptes à vue débiteurs	213 835	1 145 170	13 327 074	1 534 939	16 221 018	16 165 784
Créances commerciales sur le Maroc	12 525		3 410 048	7 834	3 430 407	3 476 205
Crédits à l'exportation			367 711	234 093	601 804	324 597
Autres crédits de trésorerie	20 790		4 860 469	50 227	4 931 486	3 832 842
Crédits à la consommation				**8 448 685**	**8 448 685**	**8 830 232**
Crédits à l'équipement	**5 099 718**	**515 667**	**15 123 207**	**901 506**	**21 640 098**	**21 569 962**
Crédits Immobiliers	**362 234**		**9 765 843**	**30 407 957**	**40 536 034**	**40 372 880**
Autres crédits de trésorerie		**12 283 476**	**1 497 933**	**47 118**	**13 828 527**	**11 974 241**
Créances acquises par affacturage	**1 868 646**		**345 304**		**2 213 950**	**2 515 204**
Intérêts courus à recevoir	**58 631**	**28 136**	**467 908**	**134 251**	**688 925**	**711 861**
Créances en souffrance	**143**		**1 792 509**	**1 318 508**	**3 111 160**	**2 462 470**
Créances pré-douteuses			58 230	464 504	522 734	396 723
Créances douteuses			870 225	222 018	1 092 243	634 094
Créances compromises	143		864 054	631 986	1 496 183	1 431 653
TOTAL	**7 636 522**	**13 972 449**	**50 958 006**	**43 085 118**	**115 652 094**	**112 236 278**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2019	Total 31/12/2018
			Financiers	Non Financiers		
Titres côtés	**1 546 527**	**16 626 686**	**20 562 240**	**1 593 396**	**40 328 849**	**28 756 220**
Bons du Trésor et valeurs assimilées		16 017 773			16 017 773	10 012 097
Obligations	28 771	513 613	200 451	1 593 246	2 336 081	2 450 467
Autres titres de créance	1 511 309				1 511 309	369 304
Titres de propriété	6 447		20 361 789	150	20 368 386	15 829 053
Certificats de Sukuks		95 300			95 300	95 300
Titres non côtés	**1 849**	**201 625**	**1 023**	**27 789**	**232 286**	**195 176**
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Certificats de Sukuks						
Intérêts courus	1 849	201 625	1 023	27 789	232 286	196 092
TOTAL	**1 548 376**	**16 828 310**	**20 563 263**	**1 621 185**	**40 561 135**	**28 951 396**

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

En milliers de DH

	30/06/2019		31/12/2018	
	Créances	Provisions	Créances	Provisisons
Créances pré-douteuses	644 834	122 100	446 206	49 482
Créances douteuses	2 061 121	968 877	1 423 937	789 843
Créances compromises	5 735 717	4 237 530	6 235 597	4 803 940
TOTAL	**8 441 672**	**5 328 507**	**8 105 740**	**5 643 265**

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2019	31/12/2018
Instruments optionnels achetés	**7 895**	**-13 033**
Opérations diverses sur titres	**323 743**	**303 697**
Débiteurs divers	**718 578**	**945 775**
Sommes dues par l'Etat	572 220	811 721
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	99 502	90 641
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	46 856	43 413
Valeurs et emplois divers	**9 404**	**9 405**
Comptes de régularisation	**2 532 428**	**2 960 119**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	49 740	57 172
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		57 172
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	162 257	138 188
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	143 189	449 310
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	913 208	320 266
Produits à recevoir	773 075	303 356
Charges constatées d'avance	140 133	16 910
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs		
Autres comptes de régularisation	1 264 034	1 995 183
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	**3 592 048**	**4 205 963**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	**34 264 754**	**34 264 754**	**34 264 754**			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	12 639 146	12 639 146	12 639 146			
Obligations	106 799	106 799	106 799			
Autres titres de créance	1 148 820	1 148 820	1 148 820			
Titres de propriété	20 274 689	20 274 689	20 274 689			
Certificats de Sukuks	95 300	95 300	95 300			
Titres de placement	**1 592 528**	**1 562 302**	**1 592 528**		**30 226**	**30 226**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 444 526	1 414 300	1 444 526		30 226	30 226
Obligations						
Autres titres de créance	51 051	51 051	51 051			
Titres de propriété	96 951	96 951	96 951			
Titres d'investissement	**4 734 079**	**4 734 079**	**4 582 242**		**130 770**	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 152 264	2 152 264	2 064 454		87 811	
Obligations	2 229 285	2 229 285	2 186 326		42 959	
Autres titres de créance	352 529	352 529	331 463			
TOTAL	**40 591 361**	**40 561 135**	**40 439 524**		**160 996**	**30 226**

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

Pôle d'activité	Produit net bancaire	Résultat brut d'exploitation	Résultat avant impôt
1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITTE			
-Activité bancaire	3 465 157	1 822 093	1 398 733
-Autres activités			
TOTAL	**3 465 157**	**1 822 093**	**1 398 733**
2-VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
-Maroc	3 370 839	1 750 575	1 327 222
-Autres zones	94 318	71 518	71 511
TOTAL	**3 465 157**	**1 822 093**	**1 398 733**

CRÉANCES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	30/06/2019 Provisions	Net	31/12/2018 Net	30/06/2019 Net	31/12/2018 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	192 852		192 852	193 859	192 852	193 859
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL	**192 852**		**192 852**	**193 859**	**192 852**	**193 859**

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
14/01/2019	Parc cycles	90	90		9	9	
04/06/2019	Parc cycles	8	8		1	1	
30/06/2019	Terrains	22 436		22 436	69 000	46 564	
TOTAL		**22 534**	**98**	**22 436**	**69 010**	**46 574**	

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur Public	Secteur Privé			TOTAL 30/06/2019	TOTAL 31/12/2018
		Entreprises Financières	Entreprises non Financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	1 613 219	1 329 225	15 680 375	56 323 889	74 946 708	73 361 105
Comptes d'épargne				23 979 589	23 979 589	24 129 793
Dépôts à terme	1 500 000	5 548 733	1 750 857	13 601 895	22 401 485	23 482 126
Autres comptes créditeurs	3 024 274	138 475	2 000 941	520 741	5 684 431	7 308 764
Intérêts courus à payer	20 836	76 324	26 261	272 364	395 784	477 617
TOTAL	**6 158 329**	**7 092 757**	**19 458 434**	**94 698 478**	**127 407 997**	**128 759 406**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice/Autres variations	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions					Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Reclassement amortissement au cours de l'exercice / Autres variations	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
Immobilisations incorporelles	**735 319**	**-59**	**144 347**		**879 607**	**502 360**	**-47**	**11 990**		**514 303**	**365 303**
Droit au bail	97 091	-5			97 085						97 085
Immobilisations en recherches et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	638 228	-54	144 347		782 521	502 360	-47	11 990		514 303	268 218
Immobilisations incorporelles hors exploitation											
Immobilisations corporelles	**9 073 897**	**-10 502**	**445 073**	**63 180**	**9 445 289**	**3 930 487**	**-5 068**	**118 085**	**98**	**4 043 406**	**5 401 883**
Immeubles d'exploitation	1 343 952		227 552	354	1 571 150	406 807		18 670		425 477	1 145 673
Terrain d'exploitation	185 362		45 489		230 852						230 852
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 158 589		182 063	354	1 340 298	406 807		18 670		425 477	914 821
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions											
Mobilier et matériel d'exploitation	**1 865 070**	**-10**	**55 042**	**40 390**	**1 879 713**	**1 618 309**	**-8**	**28 147**	**98**	**1 646 349**	**233 364**
Mobilier de bureau d'exploitation	509 596		46 991	40 292	516 296	376 495		9 703		386 197	130 098
Matériel de bureau d'exploitation	213 934	-4	1 392		215 322	187 021	-3	4 513		191 531	23 791
Matériel informatique	980 028	-5	3 547		983 570	932 336	-5	8 690		941 021	42 548
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54 397		2 859		57 256	35 725		3 642		39 367	17 889
Autres matériel d'exploitation	107 115		252	98	107 269	86 731		1 599	98	88 232	19 037
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	**2 127 861**	**-5 092**	**42 178**		**2 164 946**	**1 628 385**	**-13**	**52 742**		**1 681 114**	**483 832**
Immobilisation corporelles hors exploitation	3 737 014	-5 400	120 301	22 436	3 829 480	276 987	-5 047	18 525		290 465	3 539 014
Terrain hors exploitation	3 031 550		27 162	22 436	3 036 276						3 036 276
Immeubles hors exploitation	566 287	-5 400	85 205		646 092	168 995	-5 047	15 444		179 392	466 700
Mobilier et matériel hors exploitation	63 691		4 605		68 296	48 624		1 557		50 181	18 115
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	75 487		3 329		78 816	59 368		1 525		60 893	17 924
TOTAL	**9 809 216**	**-10 560**	**589 420**	**63 180**	**10 324 896**	**4 432 847**	**-5 115**	**130 075**	**98**	**4 557 709**	**5 767 187**

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2019

www.ir-bmcebankofafrica.ma

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Réajustement	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
						Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	**172 197**	**28 200**	**2 799**	**-34**	**197 564**	**5 233**	**26 164**				**171 399**
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	**6 572**			**-34**	**6 537**						**6 537**
Crédit-bail mobilier	**86 933**			**-12 933**	**74 000**	**5 233**	**26 164**				**47 836**
Crédit-bail mobilier en cours											
Crédit-bail mobilier loué	86 933			-12 933	74 000	5 233	26 164				47 836
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation											
Crédit-bail immobilier	**74 774**	**25 847**		**12 933**	**113 555**						**113 555**
Crédit-bail immobilier en cours	74 774	25 847		12 933	113 555						113 555
Crédit-bail immobilier loué											
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation											
Loyers courus à recevoir	**3 918**	**2 352**	**2 799**		**3 472**						**3 472**
Loyers restructurés											
Loyers impayés											
Créances en souffrance											
Immobilisation données en location simple											
Biens mobiliers en location simple											
Biens immobiliers en location simple											
Loyers courus à recevoir											
Loyers restructurés											
Loyers impayés											
Créances en souffrance											
TOTAL	**172 197**	**28 200**	**2 799**	**-34**	**197 564**	**5 233**	**26 164**				**171 399**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2019	Total 31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs		**42 484**	**361 080**	**1 217 742**	**1 621 306**	**851 441**
Valeurs reçues en pension	**16 000 100**	**1 317 134**			**17 317 234**	**12 501 789**
Au jour le jour	500 005				500 005	
A terme	15 500 095	1 317 134			16 817 229	12 501 789
Emprunts de trésorerie		**2 414 764**	**2 696 461**	**2 294 543**	**7 405 768**	**4 211 147**
Au jour le jour		2 113 328		560 275	2 673 603	590 000
A terme		301 436	2 696 461	1 734 268	4 732 165	3 621 147
Emprunts financiers	**7 810**	**72 637**	**1 434 438**		**1 514 885**	**1 772 134**
Autres dettes	**9 212**	**399**	**31 682**	**957 180**	**998 473**	**506 730**
Intérêts courus à payer	**314**	**15 950**	**6 424**	**6 728**	**29 416**	**26 698**
TOTAL	**16 017 436**	**3 863 367**	**4 530 085**	**4 476 194**	**28 887 082**	**19 869 939**

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur DH)
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	3,29%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	3,25%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	3,63%	10 ans		790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500	1	3,45%	10 ans		845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000	1	3,36%	10 ans		1 374 000
DH	447 200	1	3,74%	10 ans		447 200
DH	78 900	1	3,74%	10 ans		78 900
DH	1 473 900	1	3,22%	10 ans		1 473 900
DH	200 000	1	7,05%	Perpétuel		200 000
DH	800 000	1	5,52%	Perpétuel		800 000
DH	400 000	1	3,13%	5 ans		400 000
						9 400 000

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2019	31/12/2018
Instruments optionnels vendus	**7 941**	**-2 172**
Opérations diverses sur titres	**3 076 189**	**1 025 665**
Créditeurs divers	**2 148 844**	**1 345 519**
Sommes dues à l'Etat	928 462	1 024 003
Sommes dues aux les organismes de prévoyance	76 232	54 221
Sommes diverses dues au le personnel	103 852	159 063
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	897 317	3 674
Fournisseurs de biens et services	-19 981	12 973
Divers autres créditeurs	162 961	91 585
Comptes de régularisation	**2 305 768**	**2 358 474**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	37 369	14 893
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	1 131	303
Charges à payer et produits constatées d'avance	289 900	308 871
Autres comptes de régularisation	1 977 368	2 034 407
TOTAL	**7 538 742**	**4 727 486**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	30/06/2019	31/12/2018
Engagements de financement et de garantie donnés	**18 519 346**	**19 338 903**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**1 067**	**628 306**
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	1 067	628 306
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**5 351 690**	**4 828 204**
Crédits documentaires import	2 537 284	1 966 305
Acceptations ou engagements de payer	835 827	482 908
Ouvertures de crédit confirmés	271 809	1 246 318
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	41 192	67 437
Autres engagements de financement donnés	1 665 578	1 065 235
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**3 369 398**	**3 587 105**
Crédits documentaires export confirmés	25 049	19 098
Acceptations ou engagements de payer	13 768	3 096
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés	577 113	285 906
Engagements en souffrance	2 753 468	3 279 005
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**9 797 191**	**10 295 288**
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	6 115 846	6 313 050
Autres cautions et garanties données	3 681 345	3 982 238
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	**15 981 773**	**17 965 237**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**14 260 013**	**16 072 674**
Garanties de crédits	2 305 665	2 304 661
Autres garanties reçues	11 954 348	13 768 013
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**1 721 760**	**1 892 563**
Garanties de crédits	655 773	655 773
Autres garanties reçues	1 065 987	1 236 790

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2019
Provisions déduites de l'Actif :	**6 205 240**	**477 505**	**783 104**	**-8 915**	**5 908 556**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 616		7 000		51 616
Créances sur la clientèle	5 557 148	435 103	765 530	-11 299	5 238 020
Agios réservés	27 502	11 379	10		38 871
Titres de placements	10 149	31 023	10 300	644	30 228
Titres de participation et emplois assimilés	550 908			1 743	549 165
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	916		264	-3	655
Provisions inscrites au Passif :	**863 291**	**101 701**	**6 247**		**958 745**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	55 985		1 772		54 213
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	778 855	84 556			863 411
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	28 451	17 145	4 475		41 121
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**7 068 531**	**579 206**	**789 351**	**-8 915**	**6 867 301**

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BMCE	20/12/2018	20/12/2019	3,00%	350 000,00
CD BMCE	29/03/2019	29/03/2020	2,80%	250 000,00
CD BMCE	23/11/2018	23/11/2019	2,62%	134 000,00
CD BMCE	23/11/2018	23/11/2020	2,75%	681 000,00
CD BMCE	18/12/2018	18/12/2019	2,90%	415 500,00
CD BMCE	18/12/2018	18/12/2020	3,00%	120 000,00
CD BMCE	09/03/2019	09/03/2020	2,82%	200 000,00
CD BMCE	29/03/2019	29/03/2020	2,75%	440 000,00
CD BMCE	17/04/2019	17/04/2020	2,75%	185 000,00
CD BMCE	17/12/2018	16/12/2019	2,70%	1 000 000,00
CD BMCE	27/12/2018	26/12/2019	2,70%	238 800,00
CD BMCE	28/12/2018	28/12/2020	2,90%	60 000,00
CD BMCE	28/03/2019	26/03/2020	2,59%	655 000,00
CD BMCE	28/03/2019	28/03/2021	2,76%	340 000,00
CD BMCE	16/04/2019	15/10/2019	2,59%	410 000,00
CD BMCE	16/04/2019	14/04/2020	2,61%	255 000,00
CD BMCE	16/04/2019	16/04/2021	2,74%	805 000,00
CD BMCE	30/04/2019	30/04/2021	2,71%	365 000,00
CD BMCE	08/05/2019	31/07/2019	2,53%	191 000,00
CD BMCE	08/05/2019	06/05/2020	2,59%	316 000,00
CD BMCE	08/05/2019	08/05/2021	2,68%	15 000,00
CD BMCE	29/05/2019	27/05/2020	2,60%	250 000,00
CD BMCE	27/06/2019	25/06/2020	2,63%	500 000,00
TOTAL				**8 176 300**

ENGAGEMENTS SUR TITRES

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	**6 276 573**
Titres achetés à réméré	78 357
Autres titres à livrer	6 198 216
Engagements reçus	**7 970**
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	7 970

OPÉRATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVÉS

En milliers de DH

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018
Opérations de change à terme	**34 061 513**	**22 776 744**		
Devises à recevoir	9 854 863	5 364 223		
Dirhams à livrer	1 968 053	2 265 582		
Devises à livrer	15 037 170	9 069 748		
Dirhams à recevoir	7 201 427	6 077 191		
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	**3 130 508**	**2 747 533**	**51 906**	
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	1 557 904	1 545 629	3 254	
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change		162 029	48 652	
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	325 007			
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	1 247 597	1 039 875		

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2019
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	**12 571 143**	**446 337**	**5 342**	**13 022 822**
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	7 204 419	446 337	5 342	7 656 098
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	**1 794 634**			**1 794 634**
Capital appelé	1 794 634			1 794 634
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	**37**	**38**		**75**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 343 654**			**1 058 834**
TOTAL	**15 709 468**			**15 876 365**

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

En nombre

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2019	31/12/2018
Comptes courants	123 389	118 211
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	288 856	285 455
Autres comptes chèques	1 325 508	1 274 498
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	957 105	931 516
Comptes à terme	9 180	9 606
Bons de caisse	1 637	1 563
Autres comptes de dépôts		

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE

En milliers de DH

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
15	31 766 960	24 126 900	3 130 747	535 674

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2019

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 877 354		
Autres titres	6 358 409		
Hypothèques	91 417 736		
Autres valeurs et sûretés réelles	222 064 668		
TOTAL	**330 718 167**		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	15 500 095		
Autres titres	776 934		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	**16 277 029**		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	**35 208 118**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	360 190
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 012 412
Créances sur la clientèle	6 827 530
Titres de transaction et de placement et d'investissement	1 581 251
Autres actifs	343 655
Titres de participation et emplois assimilés	7 841 341
Créances subordonnées	192 852
Immobilisations données en crédit-bail et location	45 318
Immobilisations incorporelles et corporelles	3 569
Passif	**26 247 581**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 795 348
Dépôts de la clientèle	5 311 945
Titres de créance émis	
Autres passifs	140 288
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
Hors bilan	**7 243 089**
Engagements donnés	5 584 381
Engagements reçus	1 658 708

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	30/06/2019	30/06/2018
Intérêts perçus	**3 306 472**	**3 338 420**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	357 910	275 836
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 713 413	2 806 336
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	235 149	256 248
Intérêts servis	**1 345 418**	**1 373 790**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	565 284	424 156
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	659 450	737 679
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	120 684	211 955

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	30/06/2019	30/06/2018
Commissions perçues	**735 714**	**686 319**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	221 786	227 016
Sur opérations de change	121 081	108 002
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	22 594	20 767
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	8 587	14 082
Sur moyens de paiement	199 767	173 595
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	24 800	21 015
Sur autres prestations de service	137 099	121 842
Commissions versées	**162 726**	**152 234**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	59 076	59 495
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	10	14
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	6 142	8 102
Sur moyens de paiement	38 382	37 971
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	59 116	46 652

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2019	30/06/2018
Produits	**798 254**	**908 977**
Gains sur les titres de transaction	460 062	47 403
Plus-value de cession sur titres de placement	3 915	286 780
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	10 300	5 167
Gains sur les produits dérivés	32 651	44 270
Gains sur les opérations de change	291 326	525 357
Charges	**360 179**	**622 121**
Pertes sur les titres de transaction	97 593	48 596
Moins value de cession sur titres de placement	3 445	67 703
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	31 023	36 717
Pertes sur les produits dérivés	75 974	109 110
Pertes sur opérations de change	152 144	359 995
RESULTAT	**438 075**	**286 856**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	30/06/2019	30/06/2018
Charges de personnel	769 009	738 696
Impôts et taxes	64 614	61 482
Charges extérieures	777 245	814 952
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	130 274	128 383

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018
Titres dont l'établissement est dépositaire	37 363	37 091	222 300 000	216 069 197
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	89	88	103 480 616	101 381 421
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	30/06/2019	30/06/2018
Titres de participation	14 630	6 220
Participations dans les entreprises liées	572 787	590 933
Titres de l'activité de portefeuille	2 812	5 593
Emplois assimilés	33 315	38 660
TOTAL	**623 544**	**641 407**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	30/06/2019	30/06/2018
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	262 851	105 468
Autres produits bancaires	919 335	1 016 979
Autres charges bancaires	656 484	911 511
Produits et charges d'exploitation non bancaires	**97 814**	**31 236**
Produits d'exploitation non bancaires	125 284	36 902
Charges d'exploitation non bancaires	27 470	5 666
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 218 257	535 740
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	795 161	207 911

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	**1 058 834**
Perte nette	
II- Réintégration fiscales	**783 220**
1- Courantes	**103 422**
Charges non déductibles	18 867
Provision pour risques généraux	84 556
2- Non courantes	**339 899**
Impôts sur les sociétés	339 899
III- Déductions fiscales	**590 229**
1- Courantes	
Dividendes	590 229
2- Non courantes	
VI- Résultat net fiscal	**1 251 825**
Impôts sur les sociétés	339 899
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

RÉSEAU

En nombre

RESEAU	30/06/2019	31/12/2018
Guichets permanents	737	736
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	883	883
Succursales et agences à l'étranger	41	41
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 398 733
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	103 422
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	590 229
(=) Résultat courant théoriquement imposable	911 926
(-) Impôt théorique sur résultat courant	337 413
(=) Résultat courant après impôts	1 061 320
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	**100 013**	**326 501**	**329 291**	**97 223**
B- TVA à récupérer	**53 030**	**227 563**	**228 486**	**52 107**
Sur charges	44 815	208 974	204 602	49 188
Sur immobilisations	8 214	18 589	23 884	2 919
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	**46 983**	**98 938**	**100 805**	**45 116**

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH **VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10,00**

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus: Exercice précédent	Nombre de titres détenus: Exercice actuel	Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
A- Actionnaires marocains					
RMA	67 Avenue des FAR- Casablanca	53 600 192	53 640 851	29,89%	29,89%
SFCM	239, Bd Mohamed V - Casablanca	1 159 205	1 159 205	0,65%	0,65%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR- Casblanca	10 453 351	10 453 351	5,82%	5,82%
CIMR	100, BbAbdelmoumen-Casablanca	7 371 263	7 371 263	4,11%	4,11%
CDG	place Moulay ElHassan - ex Piétri - Rabat	15 638 328	15 638 328	8,71%	8,71%
Groupe MAMDA/MCMA	Avenue Mohamed VI - Rabat	9 395 940	9 395 940	5,24%	5,24%
PERSONNEL BMCE		2 452 440	2 275 314	1,27%	1,27%
SBVC ET DIVERS		32 363 617	32 500 084	18,11%	18,11%
TOTAL (1)		132 434 336	132 434 336	73,79%	73,79%
B- Actionnaires étrangers					
Banque fédérative du crédit mutuel		47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		**179 463 390**	**179 463 390**	**100%**	**100%**

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 28 Mai 2019			
Report à nouveau	37	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	897 317
Résultats net de l'exercice	1 343 654	Autres affectations	446 374
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	**1 343 691**	**TOTAL B**	**1 343 691**

RÉSULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	30/06/2019	31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres et assimilés	**25 364 592**	**25 294 339**	**26 683 739**
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	3 465 157	6 019 305	6 208 130
Résultat avant impôts	1 398 733	1 863 133	1 938 774
Impôts sur les résultats	339 899	519 477	608 137
Bénéfices distribués	897 317	897 317	897 317
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	446 300	590 800	427 700
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale	5,90	7,49	8,29
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	5
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	769 009	1 603 716	1 611 041
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5 234	5 328	5 370

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION

Date de clôture (1) **30/06/2019**

Date d'établissement des états de synthèse (2)

(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	30/06/2019	31/12/2018
Effectifs rémunérés	5 234	5 328
Effectifs utilisés	5 234	5 328
Effectifs équivalent plein temps	5 234	5 328
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	5 077	5 147
Employés (équivalent plein temps)	157	181
Dont effectifs employés à l'étranger	51	51

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUÉLLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 278 246	1 111 679	409 677	3 699 910	494 333	11 993 845
Créances sur la clientèle	16 505 377	8 983 349	12 790 414	37 691 801	36 778 279	112 749 220
Titres de créance	3 695 235	6 034	4 618 838	5 477 154	6 392 236	20 189 496
Créances subordonnées					192 852	192 852
Crédit-bail et assimilé	4 153	2 920	11 426	60 183	47 357	126 039
TOTAL	**26 483 011**	**10 103 982**	**17 830 354**	**46 929 048**	**43 905 057**	**145 251 452**
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	17 570 873	3 514 304	685 780	2 180 233	111 561	24 062 751
Dettes envers la clientèle	2 513 417	4 691 849	13 415 243	1 780 976		22 401 485
Titres de créance émis		191 000	5 646 300	2 339 000	500 000	8 676 300
Emprunts subordonnés					9 400 000	9 400 000
TOTAL	**20 084 290**	**8 397 153**	**19 747 322**	**6 300 210**	**10 011 561**	**64 540 536**

TITRES DE PARTICIPATION AU 30/06/2019

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	AUDIOVISUEL	708 260	196 650 000	36,02	70 827		70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST, DE LA PLACE FINANCIÈRE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000		50 000
TANGER MED ZONES	STÉ D'AMÉNAGEMENT	640 577	706 650 000	9,06	64 058		64 058
EMAT	STÉ HOLDING	80 473	8 047 300	100,00	30 365	30 365	
FONCIERE EMERGENCE	PROM, IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	338 436	372 172 274	8,06	33 844		33 844
ECOPARC DE BERRECHID	STÉ D'AMÉNAGEMENT	120 000	55 000 000	21,82	12 000		12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONÉTIQUE	109 990	98 200 000	11,20	11 000		11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000		10 000
MOROCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650		5 650
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	ASSURANCE	20 001	10 000 000	20,00	500		500
MITC CAPITAL	GEST, FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400	400	
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375	375	
511 TITRES DE PARTICIPATION					**289 989**	**32 110**	**257 878**
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	437 837	93 154 535	72,85	2 967 764		2 967 764
BBI	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	157 659 285	157 659 285	100,00	1 914 614		1 914 614
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	294 507 400	60,79	628 635		628 635
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000		450 000
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770		370 770
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882		336 882
AFRICA MOROCCO LINKS	TRANSPORT MARITIME	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200	30 000	133 200
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	9 600 000	2 000 000 000	48,00	543 796		543 796
BANK AL-TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	BANQUE PARTICIPATIVE	2 040 000	400 000 000	51,00	153 000		153 000
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	137 426		137 426
HANOUTY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	100 000	100 000 000	100,00	100 000		100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 192		90 192
CONGOLAISE DES BANQUES	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	76 542		76 542
RIYAD ALNOUR	HÔTELLERIE	3 000	300 000	100,00	78 357		78 357
SOCIETE D'AMENAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	STÉ D'AMÉNAGEMENT	4 000 000	500 000 000	80,00	62 500		62 500
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817		51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591		46 591
EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	41 055		41 055
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700		29 700
RM EXPERT	RECOUVREMENT CRÉANCES	200 000	20 000 000	100,00	20 000		20 000
DOCUPRINT (STA)	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000		19 000
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001		10 001
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	600	100 000	60,00	8 280	8 280	
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750		6 750
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 537	6 537	
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	GESTION OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 443		6 443
EURAFRIC INFORMATIQUE	SERVICE INFORMATIQUE	41 000	10 000 000	41,00	4 100		4 100
BMCE ASSURANCES	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025		3 025
OPERATION GLOBAL SERVICES SA OGS	SCES BACK-OFFICE	50 000	5 000 000	100,00	5 000		5 000
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	338		338
AKENZA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SAISS IMMO NEJMA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL PRIMERO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL SECONDO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL TERCIO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NOUACER CITY IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
MOHIT IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
FARACHA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
KRAKER IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
IKAMAT TILILA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	1 000	100 000	100,00			
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					**8 454 221**	**166 633**	**8 287 589**
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	174 815		174 815
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	173 723	173 723	
E.S.I	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	149 547	149 547	
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT/ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	72 176		72 176
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	4 503	214 778 488 EUR	2,10	49 055		49 055
BOURSE DE CASABLANCA	BOURSE DES VALEURS	310 014	387 517 900	8,00	31 373		31 373
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	150 000	75 000 000	20,00	15 000	7 566	7 434
MAROC NUMERIC FUND II	FONDS D'INVESTISSEMENT	78 431	40 000 000	19,61	3 922		3 922
SEAF MOROCCO GROWTH FUND		60 000	72 000 000	8,33	4 020		4 020
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	28 715		28 715
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	150 000 000	7,17	10 750	5 395	5 355
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	506 300 000 USD	0,059	2 952		2 952
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	987 316 000 USD	0,03	2 872		2 872
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250		250
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	59		59
515 TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE					**724 563**	**338 555**	**386 008**
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	442 817 300	6,44	103 997		103 997
MUTANDIS SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	832 458	799 673 700	10,41	96 807		96 807
MUTANDIS AUTOMOBILE SCA	DISTRIBUTION AUTOMOBILE	846 892	630 000 000	13,44	91 359		91 359
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT. IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	13,33	60 000		60 000
VIGEO	CONSEIL FINANCIER	94 000	12 638 765 EUR	3,72	9 043	3 922	5 121
SOGEPOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 622		4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	22 563	50 000 000	4,51	1 690		1 690
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267		1 267
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000		1 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	803	100 000 000	4,02	803		803
STE IPE	EDITION ET IMPRESSION	8 013	10 000 000	8,01	801		801
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	DÉVELOPPEMENT LOCAL	5 000	31 000 000	1,61	500		500
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500	500	
SOCIETE ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500	500	
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	1 922	75 000 000	0,64	481		481
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	11 326 800	1,59	180		180
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49	49	
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	23		23
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	9		9
RMA WATANYA	ASSURANCES	5	1 796 170 800	0,00	2		2
RISMA	TOURISME	10	1 432 694 700	0,00010	2		2
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					**378 480**	**9 815**	**368 664**
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643		471 643
FARACHA IMMO					301 026		301 026
IT INTERNATIONAL SERVICE ITIS					52 299		52 299
AKENZA IMMO					46 931		46 931
SUX HILL SECONDO					49 148		49 148
SAISS IMMO NEJMA					43 196		43 196
BMCE IMMOBILIER					38 000		38 000
SUX HILL PRIMERO					25 691		25 691
SUX HILL TERCIO					15 476		15 476
MARTCO					1 500	1 500	
SIÈGE G.P.B.M.					723		723
ALLICOM MAROC					552	552	
HANOUTY					1 615		1 615
MOHIT IMMO					3 850		3 850
NOUACER CITY IMMO					20		20
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					**1 051 669**	**2 052**	**1 049 617**
TOTAL GÉNÉRAL					**10 898 922**	**549 165**	**10 349 757**

sont assortis de la mention "néant" pour le 1er semestre 2019, les états suivants :

- **Etat des dérogations ;**
- **Etat des changements de méthodes ;**
- **Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.**

BMCE BANK OF AFRICA
ÉTATS DE SYNTHÈSE
COMPTES TANGER OFFSHORE
AU 30 JUIN 2019

www.ir-bmcebankofafrica.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux	**1 766**	**1 917**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**6 534 444**	**5 219 273**
. A vue	1 138 176	583 840
. A terme	5 396 268	4 635 433
Créances sur la clientèle	**2 970 501**	**2 563 111**
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	380 069	157 581
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	2 590 432	2 405 530
. Crédits et financements participatifs immobiliers		
. Autres crédits et financements participatifs		
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	**1 411 150**	**1 237 791**
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 310 945	1 065 446
. Autres titres de créance		20 000
. Titres de propriété	100 205	152 345
. Certificats de Sukuks		
Autres actifs	**362 465**	**356 423**
Titres d'investissement	**1 434 902**	**1 704 611**
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	1 434 902	1 704 611
. Certificats de Sukuks		
Titres de participation et emplois assimilés		
. Participation dans les entreprises liées		
. Autres titres de participation et emplois assimilés		
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**45 318**	**19 505**
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	**2 450**	**2 463**
Immobilisations corporelles	**1 118**	**1 124**
TOTAL DE L'ACTIF	**12 764 115**	**11 106 218**

En milliers de DH

PASSIF	30/06/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**10 644 129**	**8 912 750**
. A vue	653 150	278 659
. A terme	9 990 979	8 634 091
Dépôts de la clientèle	**1 462 036**	**1 489 600**
. Comptes à vue créditeurs	1 103 640	1 164 887
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	306 475	274 211
. Autres comptes créditeurs	51 921	50 502
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis		
. Titres de créance négociables émis		
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	**488 473**	**379 135**
Provisions pour risques et charges	**567**	**568**
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Dépôts d'investissement reçus		
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	**111 977**	**112 170**
Capital	**4 786**	**4 783**
Actionnaires.Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)		
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	**52 147**	**207 212**
TOTAL DU PASSIF	**12 764 115**	**11 106 218**

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES	**805 671**	**1 313 822**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	38 507	65 438
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	744 212	656 734
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	22 952	24 221
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		567 429
ENGAGEMENTS RECUS	**1 598 782**	**1 559 081**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 058 870	686 024
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	539 912	657 065
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		215 992
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	30/06/2019	30/06/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**319 951**	**403 364**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	128 021	117 185
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèe	61 092	52 445
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	63 439	74 380
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	1 535	2 382
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	327	401
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	3 416	8 399
Autres produits bancaires	62 121	148 172
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**237 267**	**259 724**
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	123 104	80 810
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	7 217	3 759
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	106 946	175 155
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	**82 684**	**143 641**
Produits d'exploitation non bancaire		
Charges d'exploitation non bancaire		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1 849**	**2 006**
Charges de personnel	1 430	1 284
Impôts et taxes		
Charges externes	419	722
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**6**	**12**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables	6	12
Autres dotations aux provisions		
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**264**	**286**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	264	286
RESULTAT COURANT	**81 093**	**141 909**
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	**81 093**	**141 909**
Impôts sur les résultats	28 947	52 234
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**52 147**	**89 675**

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	30/06/2019	30/06/2018
(+) Intérêts et produits assimilés	252 551	244 009
(-) Intérêts et charges assimilées	130 321	84 569
MARGE D'INTERET	**122 230**	**159 440**
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	328	402
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	**328**	**402**
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)		
(+) Commissions perçues	3 671	8 578
(-) Commissions servies	806	184
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	**2 865**	**8 394**
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	-20 063	
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-20 253	-33 130
(+) résultat des opérations de charge	-7 928	7 052
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	4 050	-899
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	**-44 194**	**-26 977**
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
(+) Divers autres produits bancaires	1 535	2 382
(-) Diverses autres charges bancaires	79	
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	**82 685**	**143 641**
(+) résultat des opérations sur ommibilisation financières (2)	264	286
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire		
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire		
(-) Charges générales d'exploitation	1 849	2 006
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**81 100**	**141 921**
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-6	-12
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions		
RESULTAT COURANT	**81 094**	**141 909**
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	28 947	52 234
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**52 147**	**89 675**

	30/06/2019	30/06/2018
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**52 147**	**89 675**
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)		
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions (1)	263	286
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)		
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)		
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**51 884**	**89 389**
(-) Bénéfices distribués		
(+) AUTOFINANCEMENT	**51 884**	**89 389**

Société Anonyme au capital de 1.794.633.900 dirhams
Siège Social : Casablanca - 140, Avenue Hassan II.
Arrêté du Ministre des Finances n° 2348-94 du 14 rabii I 1415 (23 août 1994).
R.C. Casablanca n° 27.129

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا